

Olivier Masclet

Maître de conférence à l'université Paris V

Le PC et les militants de cité

Cet article, centré sur le rapport à la politique des habitants des cités issus de l'immigration algérienne et marocaine, tente d'expliquer les raisons pour lesquelles le militantisme de ces enfants d'immigrés a été peu vu et peu reconnu en tant que tel par la gauche municipale. L'invisibilité de leur investissement, au moins sur la scène politique locale, constitue un élément important à prendre en compte dans l'analyse de ce qu'il faut bien appeler la crise de la représentation politique des membres des classes populaires.

inégalités structurelles sont passés sous silence. Elle tend à réduire la politique aux politiques publiques (à la *policy*) au détriment de l'activité citoyenne et de la politisation des questions publiques (la *politics*), avec ce que celles-ci impliquent de conflits et de remise en cause des hiérarchies et des modes de pensée dominants.

Au total, la politique de la ville a représenté un traitement palliatif des maux engendrés par la précarisation de la société salariale. La façon dont elle a été mise en œuvre a tendu à médiatiser les problèmes de société plutôt qu'à les comprendre ou à les combattre, la thématique en vogue de l'exclusion n'étant que le symbole le plus manifeste. Dans une large mesure, elle a voulu conjurer le spectre des « nouvelles classes dangereuses » et le risque d'explosion sociale. Mais, en contribuant à réduire la conflictualité, elle risque paradoxalement de bloquer davantage la situation.

1 Le présent article reprend pour partie un article publié dans la *Revue française de sociologie*, « Affiliations et désaffiliations en banlieue, réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers », 2001, 42-2, pp.217-249.

2 C'est en particulier la thèse développée par Jacques Donzelot à travers la notion de sécession urbaine : « La nouvelle question urbaine », *Esprit*, n° 298, 1999, pp.87-115

3 Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

4 Voir en particulier les travaux d'Edmond Préteceille dont « Comment analyser la ségrégation sociale ? »,

Études foncières, n° 98, 2002, pp.85-91.

5 Annie Fourcalt, *Bobigny, banlieue rouge*, Paris, Les Éditions Ouvrières/Presses de la FNSP, 1986.

6 Howard Becker, *Outsiders*, Paris, Métailié, 1985 (New-York, 1963).

7 Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris, Fayard, 1999.

8 Loïc Wacquant, *Les Prisons de la misère*, Paris, Liber-Raisons d'agir, 1999.

9 Si l'on se base sur les adultes ayant le droit de vote, il remonte à 35-40 %. D'après ce dernier mode de calcul, il était de 33 % à 39 % en 1876, de 53 % en 1889 et de 60-65 % à la fin des années soixante. À titre de comparaison, aux législatives

de 1997, le taux de mobilisation électorale oscille pour la France entière autour de 60 % en fonction du mode de calcul.

10 Du fait d'une rhétorique « républicaine » euphémisant les questions sociales et ethniques, seule la dimension territoriale de l'action affirmative a reçu un large assentiment dans le contexte français.

11 Pour ne mentionner que cet exemple, les enseignants débutants ne font généralement pas leurs classes dans les lycées les plus demandés de Paris ou des centres-villes cotés mais dans les cités, où les élèves ont l'impression fondée que cette répartition est un signe du manque de respect de l'Éducation nationale à leur égard. De même, il a été calculé que les dépenses publiques dans les ZEP, tous postes confondus, demeuraient inférieures par élève à celles effectuées dans les lycées de centre-ville.

Dans les villes formant l'ancienne banlieue rouge, à l'exemple de Gennevilliers où j'ai mené une enquête sur une assez longue durée, cette crise est patente et lisible dans la très faible mobilisation électorale aux élections municipales. Le taux d'abstention n'a cessé de s'élever depuis les années quatre-vingt; en 2001 un inscrit sur deux seulement s'est déplacé pour voter. Cette situation n'est pas propre à cette ville puisqu'on trouve à Saint-Denis et à Aubervilliers, autres fiefs communistes, récemment étudiés par Marie-Hélène Bacqué et Yves Sintomer, des évolutions tout à fait similaires. Au point que ces chercheurs indiquent que dans ces communes de la banlieue parisienne, le taux de mobilisation est revenu au niveau qui était le sien à la fin du XIX^e siècle, c'est-à-dire avant l'implantation du mouvement ouvrier.

Quand on connaît un peu l'histoire des « banlieues rouges », on est donc forcément amené à se poser la question : comment en est-on arrivé là ? Pourquoi le Parti communiste qui jusqu'à une date récente avait réussi à défendre et à représenter les membres des classes populaires, pourquoi ce parti ne parvient-il plus à traduire politiquement les malaises ou les révoltes des habitants des « quartiers » ?

Bien sûr, il n'y a pas de réponse simple. Et l'on sait les processus très divers qui participent à cette crise de la représentation politique :

- désindustrialisation relative des banlieues et élévation considérable du chômage dans les milieux ouvriers ;
- disqualification sociale des jeunes sans diplôme ;
- concentration des familles paupérisées dans les cités ;
- apparition d'une délinquance de survie dans les fractions démunies de la jeunesse populaire ;

- médiatisation des cités qui a largement contribué à la stigmatisation de leurs habitants ;
- précarisation des contrats de travail et éclatement des collectifs de travail qui rendent encore plus difficile l'action des organisations ouvrières syndicales et politiques traditionnelles ;
- division, voire implosion du PC durant ces vingt dernières années.

Ces processus forment la toile de fond du divorce social et politique entre le PC et les fractions françaises des classes populaires mais aussi du « ratage » ou du « rendez-vous manqué » entre ce parti et les enfants d'immigrés.

Pourquoi « rendez-vous manqué » ? Eh bien parce que, malgré la crise, le chômage, la délinquance, il y a ou il y avait dans ces quartiers des « forces » sur lesquelles les élus auraient pu s'appuyer s'ils les avaient vues et surtout reconnues. Or ça n'a pas été le cas pendant longtemps... En raison des processus que j'ai rappelés mais aussi des obstacles engendrés par la rénovation urbaine des villes industrielles et des enjeux politiques dès lors associés à leur peuplement. La transformation du logement populaire au cours de ces cinquante dernières années, avec la construction des grands ensembles mais aussi la bureaucratisation des accès au logement, a en effet bouleversé les conditions d'intégration des populations immigrées au niveau local. Dès leur installation, les familles ont été suspectées d'être hors normes ou en deçà du niveau requis d'exigences et leurs enfants ont été par la suite à leur tour privés du « capital d'autochtonie », pour reprendre un concept retravaillé par Jean-Noël Retière, en dépit de leur trajectoire dans l'espace de la méritocratie locale.

Parce que les enfants d'immigrés sont issus des fractions basses des classes populaires et parce qu'ils n'ont pas pu bénéficier des mécanismes de consécration locale, que l'on trouve au principe des fiefs communistes, les quartiers sont aujourd'hui doublement déshérités : économiquement, mais aussi politiquement.

J'évoquerai d'abord la mobilisation associative des enfants d'immigrés en mettant en évidence les ressorts sociaux et locaux de leur militantisme, qui s'origine pour une part dans les formes très diverses d'incitation à l'engagement qui caractérisent toujours les villes de l'ancienne banlieue rouge. J'analyserai ensuite les raisons pour lesquelles ces enfants d'immigrés, qui étaient promis au militantisme par toute leur histoire sociale, n'ont pas été promus et donc à travers ce cas les conditions d'un non-héritage politique. Je me baserai principalement sur l'enquête que j'ai menée dans le quartier du Luth, à Gennevilliers, au cours des années quatre-vingt-dix.

La mobilisation associative des enfants d'immigrés, c'est d'abord et avant tout dans les clubs de jeunes et autres associations de cité. Pour comprendre leur

rapport à la politique, il faut rappeler que les habitants des cités ne forment pas un groupe homogène. Au contraire, on observe une assez grande hétérogénéité interne si on prend en compte d'une part les trajectoires des familles et les ressources acquises et transmises aux enfants et d'autre part les trajectoires scolaires des plus jeunes.

Les bénévoles du club de jeunes de la cité du Luth sont issus des classes populaires mais l'école les en éloigne. Ils se distinguent des autres jeunes par leur scolarité : bac et au-delà, BTS ou école d'ingénieur.

En même temps, ces bénévoles qui ont entre vingt-quatre et vingt-huit ans au milieu des années quatre-vingt-dix, sont des étudiants ou des jeunes enseignants qui restent dans leur quartier par opposition à d'autres étudiants qui cherchent, eux, à le fuir.

Cette espèce de fidélité à leur univers d'origine témoigne des liens très forts qui unissent, dans les classes populaires, sentiment d'appartenance à l'espace local et participation à la vie publique. Cette fidélité, source d'engagement et d'intérêt pour la vie de la cité, est aussi à mettre en relation avec l'aspect protecteur qui caractérise le quartier pour ces étudiants en position de porte-à-faux. Position qui est couramment celle des étudiants issus des classes populaires qui se confrontent à d'autres univers sociaux que le leur. L'action associative est le marqueur social de leur identité en redéfinition.

Dans le cas de ces bénévoles il faut en plus prendre en compte leur expérience de la discrimination et du racisme qui est un des facteurs décisifs de leur engagement local ou de leur volonté « de s'occuper des jeunes ». Les enfants d'immigrés connaissent en effet une socialisation particulière qui prédétermine la prise de parole de certains d'entre eux contre les formes multiples de dévalorisation des origines.

De la sorte, il s'est construit dans le quartier, au début des années quatre-vingt, un pôle de jeunes passés par l'école et qui manifestent une extraordinaire bonne volonté scolaire. Pour eux, l'école est la voie pour « s'en sortir », c'est-à-dire pour accéder à un emploi et à une vie normale.

Ces jeunes vont alors devenir les principaux intermédiaires auprès des enfants et adolescents auxquels ils vont proposer tout un ensemble d'activités destinées à les éloigner de la rue, c'est-à-dire à convertir leurs dispositions. Contre la culture de rue, il s'agit pour eux de promouvoir d'autres modèles de comportements.

Il est évident que ce qui se joue, pour ces bénévoles, c'est d'échapper à la catégorie de « beurs des cités » à laquelle tout les assigne.

Ces observations peuvent être généralisées sans trop de risque d'erreur. On trouve au Luth cet investissement des enfants d'immigrés, mais on le retrouve dans de nombreux autres lieux du même type. Un des phénomènes majeurs durant les années quatre-vingt, c'est en effet le renouvellement, au moins par-

tiel, de certains aspects de la culture militante populaire, grâce à l'implication des enfants d'immigrés dans leur quartier. C'est un constat sociologique important qui confirme le fait qu'en France, le militantisme dans les classes populaires a partie liée avec l'apparition de la seconde génération.

C'est un fait social sans doute trop peu connu.

On sait que l'immigration fragilise les organisations ouvrières – pour toutes sortes de raisons – mais on sait moins que l'investissement des enfants d'immigrés dans les différents champs, professionnel ou socio-local, renforce les organisations populaires, qu'elles soient syndicales, politiques ou associatives.

Ça a été vrai avec les enfants d'Italiens qui ont largement contribué à l'essor du PC dans les régions industrielles et minières. Et c'est vrai aujourd'hui avec les enfants d'Algériens et de Marocains qui sont à leur tour devenus des militants. Pas des militants d'usine ; les raisons sont évidentes. Mais des « militants de cité » : leur militantisme a d'abord été social avant d'être syndical ou politique. Ce militantisme social n'est lui-même pas nouveau. Il a pratiquement toujours existé dans ces villes de la banlieue rouge et, d'une certaine manière, les enfants d'immigrés algériens et marocains sont conduits à renouveler les institutions dont ils ont eux-mêmes bénéficié : colonies de vacances, clubs de sports, associations culturelles et de promotion par l'école, etc.

Le militantisme social de ces enfants d'immigrés découle en effet aussi de la socialisation politique qui s'exerce de mille manières dans les villes de la « banlieue rouge » : contacts avec des enseignants militants, expositions culturelles humanistes, mots d'ordre politiques locaux valorisant l'engagement, fréquentations des colonies de vacances et des animateurs qui donnent l'exemple... Ce militantisme est un héritage du communisme municipal en tant que forme d'éducation implicite à la question des inégalités, ou forme d'humanisme pratique qui, sous certaines conditions, incite à l'engagement.

De sorte que, dans ces villes, ce sont les enfants d'immigrés qui sont devenus les nouveaux cadres dans les quartiers, à travers leur engagement dans les associations de femmes, de sport, de soutien scolaire, de promotion de la culture...

Donc dans les années quatre-vingt on a assisté à un phénomène majeur, qui est non pas la disparition de la culture associative populaire, mais au contraire sa régénérescence grâce à la capacité d'action des enfants d'immigrés.

Les élus et les militants communistes avaient donc toutes les raisons de se tourner vers eux et de voir en eux des héritiers possibles. Or ça n'a pas été le cas : le désarroi des militants de cité que j'ai rencontrés durant mon enquête et l'absence de toute promotion politique indiquent bien les phénomènes de marginalisation qu'ils ont subis.

Comment comprendre que ce personnel politique potentiel ait été aussi peu reconnu ?

Il me semble qu'un des enjeux à la fois sociologique et politique est de comprendre les raisons structurelles qui conduisent les élus de gauche à tenir à l'écart ces militants de cité et plus généralement le groupe dont ils sont originaires, en somme, de comprendre les raisons de leur méfiance quasi structurelle à l'égard des Français issus de l'immigration post-coloniale.

À partir de mon enquête à Gennevilliers, on peut faire apparaître plusieurs raisons expliquant ce rendez-vous manqué entre le PC et les cités.

La première amène à faire un détour par l'histoire du logement. Il faudrait beaucoup de temps pour raconter toute cette histoire en détails. Je vais juste vous indiquer quelques moments clefs qui permettent de rendre compte des raisons structurelles pour lesquelles les élus de gauche, comme à Gennevilliers, ont été conduits, en réalité dès les années cinquante, à voir dans les nouveaux immigrés algériens et marocains une menace sociale et politique.

Gennevilliers, c'est une ville de la « banlieue rouge », très typique de ces municipalités communistes, qui ont tenté d'élever la valeur sociale et urbaine des villes industrielles. Cette histoire commence dans les années trente et elle se poursuit après la Seconde Guerre mondiale. À partir des années cinquante, les élus entreprennent la construction des grands ensembles HLM : à Gennevilliers, huit logements sur dix sont des logements sociaux. C'est dire à quel point certaines communes ont misé sur le logement social : il s'agit pour elles de répondre aux besoins très importants en matière de logement mais aussi de consolider leur implantation politique. Les ouvriers qualifiés et les employés, qui forment alors la base sociale et électorale du PC, sont de fait à Gennevilliers les premiers bénéficiaires des nouveaux logements.

Cet aspect du communisme municipal est assez bien connu. Mais ce qu'on connaît moins, ce sont les raisons pour lesquelles le communisme municipal a buté sur l'immigration.

En fait, la politique des grands ensembles HLM pèse lourd sur la vision des immigrés par les élus communistes. Elle pèse lourd parce que la rénovation des villes ouvrières, qui donne naissance à ces grands ensembles, s'effectue au moment même où les nouveaux immigrés viennent travailler en France, principalement les Algériens, les Portugais et les Marocains. De sorte que ces élus redoutent que les immigrés entraînent la dégradation des nouveaux quartiers et plus généralement des villes qu'ils cherchent à améliorer. Dès l'arrivée des immigrés, nouveau prolétariat des banlieues, les responsables municipaux vont lutter contre leur regroupement dans les villes ouvrières et limiter d'une manière draconienne leur accès aux nouveaux quartiers HLM.

Cette coïncidence entre l'immigration et la rénovation urbaine des villes ouvrières explique le traitement particulier dont ces immigrés vont faire l'objet de la part des élus communistes et le regard qu'ils vont alors très vite

porter sur eux comme « population à problème ». Dès l'ouverture des premiers logements, au début des années soixante, la municipalité de Gennevilliers applique un quota au relogement des immigrés et ce quota va se maintenir jusqu'à aujourd'hui et s'appliquer aux enfants d'immigrés.

D'abord parce que les immigrés ne votent pas, ce qui ne compte pas pour peu dès lors que le logement devient un bien municipal.

Ensuite, parce que ce sont des gens qui cumulent les handicaps au regard des normes de logement : faible salaire, nombre d'enfants élevé, style de vie éloigné des attentes inscrites dans le logement lui-même.

Enfin, parce que les immigrés algériens et marocains sont placés au plus bas dans l'échelle des réputations. Plus les quartiers vont se dégrader et plus la municipalité va limiter le nombre de logements attribués aux immigrés et aux enfants d'immigrés : manière pour elle de préserver la valeur sociale d'un parc immobilier qui fonctionne aussi comme patrimoine politique.

La politique des grands ensembles a ainsi conduit les élus communistes à moins voir dans les immigrés des membres de la classe ouvrière à laquelle ces élus se consacrent que des gens « encombrants », susceptibles d'entraîner la dégradation des nouveaux quartiers et de compromettre la légitimité politique acquise. Mais c'est surtout à partir des années quatre-vingt que ce clivage va produire tous ses effets, au fur et à mesure que les grands ensembles HLM vont cesser d'incarner la réussite ouvrière et se transformer en « cités » pour pauvres et immigrés.

Ce processus de déclassement des quartiers HLM – deuxième raison que j'évoquerai – résulte d'abord des pratiques de relogement des préfectures qui ont cherché à reloger les familles immigrées dans les grands ensembles HLM et donc dans les villes de gauche, celles de droite ayant très peu investi dans le logement social...

Ce processus résulte ensuite des politiques de logement mises en œuvre sous Giscard, notamment la loi Barre de 1977, qui développent le crédit et favorisent l'accès à la propriété du pavillon. Ces politiques pavillonnaires vident les quartiers des catégories qualifiées des classes populaires et des couches moyennes et facilitent indirectement l'accès des immigrés aux HLM. On le voit bien à travers l'exemple du quartier du Luth où les immigrés deviennent la clientèle de remplacement des bailleurs sociaux privés qui cherchent à maintenir la rentabilité des immeubles. Ces bailleurs n'hésitent plus à sacrifier l'entretien et les petites réparations : ils logent une population captive et souvent trop démunie pour défendre ses droits de locataires.

Ces mécanismes expliquent l'évolution du peuplement des grands ensembles. Ils entraînent au moins trois conséquences qui accentuent le durcissement des élus à l'égard de la nouvelle population des cités, principalement immigrée.

La première, c'est de contribuer à faire des immigrés et de leurs enfants les responsables présumés de la dévalorisation des cités et des dégradations multiformes des espaces publics. La seule présence des immigrés symbolise le déclassement social des grands ensembles. Et de fait, les immigrés sont parfois directement accusés de « pourrir » les lieux par des élus qui voient en eux l'échec de la politique de promotion par le logement qu'ils avaient conduite des années cinquante aux années soixante-dix.

La deuxième conséquence, c'est la fragilisation politique des municipalités communistes. Les scores du PC chutent fortement à partir des années quatre-vingt, tandis que l'abstention, la droite puis le Front national progressent. Ces évolutions électorales sont très liées au départ des cités des fractions acquises au PC, mais aussi à la démoralisation des habitants qui n'ont pas pu les quitter et à l'exacerbation des sentiments xénophobes dans un contexte de dégradation de l'espace de résidence et de montée du chômage et de la précarité. Les jeunes Arabes fonctionnent dès lors comme les causes d'une dégradation multiforme, d'autant plus que certains d'entre eux deviennent des délinquants.

L'imputation des causes des désordres aux seuls enfants d'immigrés entraîne les élus communistes à prendre beaucoup de distance avec eux qui, par ailleurs, sont de plus en plus perçus par les journalistes et les sociologues comme des « jeunes en galère », puis comme des « jeunes violents ».

La troisième conséquence est la suite logique des deux premières : à la fin des années quatre-vingt, les élus de Gennevilliers marginalisent les militants de cité dans le but de réduire la visibilité d'un groupe qui fonctionne localement comme un groupe-repoussoir. C'est tout un ensemble de jeunes qui étaient portés à s'engager localement qui, peu à peu, sont lâchés par les autorités municipales. Les enfants d'immigrés payent de leur marginalisation politique la fragilisation de l'électorat communiste. On dit tellement que le vote FN est lié à la délinquance et à l'immigration et que l'électorat populaire va basculer à l'extrême droite, que les élus de gauche sont convaincus que « la base » n'acceptera jamais des élus issus de l'immigration. La gauche va donc délaissé les porte-parole des cités en ne leur permettant pas de « grimper » dans les appareils municipaux et au plus haut niveau.

Le souci des élus de renouer les liens avec les couches populaires françaises, notamment à travers un discours plus nettement répressif, explique partiellement ce lâchage. La volonté des élus de réduire la visibilité sociale des populations issues de l'immigration s'enracine en effet également dans le projet politique de ces élus de conquérir ou de reconquérir les petites classes moyennes salariées. Ce projet passe notamment par la transformation architecturale de la cité du Luth, la diminution du nombre de familles immigrées habitant cette cité,

certaines politiques sociales plutôt tournées vers ces petites couches moyennes, de nouveaux programmes en accession à la propriété...

Le souci de la mixité sociale est une raison supplémentaire expliquant pourquoi les élus de Gennevilliers n'ont pas cherché à prendre appui sur les militants de cité pour tenter de tirer les habitants vers le haut. Au contraire, au Luth, ce que les élus ont appelé la « reconquête du quartier » au moment de la réhabilitation – terme qui dit bien le sentiment éprouvé d'une invasion – s'est soldé par la mise en concurrence des bénévoles associatifs d'origine maghrébine et leur assignation au pôle le plus bas dans la nouvelle division du travail d'encadrement mise en place par la municipalité. Tout se passe comme si les élus de gauche n'avaient aucun intérêt à favoriser les porte-parole issus des quartiers dès lors que leur objectif est d'en transformer le peuplement.

Enfin, la dernière raison du rendez-vous manqué entre la gauche et les cités est liée à la clôture de l'espace politique local. Cette clôture résulte du maintien d'un vote FN important dans la commune – 20 % en 1995. Mais aussi de la distance sociale entre les quartiers et les instances politiques, ces instances étant aujourd'hui appropriées par les membres des classes moyennes salariées. L'absence des militants de cité en politique est donc aussi très significative de l'élévation des droits d'entrée en politique, y compris dans les villes ouvrières où jusqu'à une date récente, grâce au PC, il était fréquent que les adjoints soient non diplômés du supérieur.

Au final, les grands ensembles, qui ont été un facteur d'union avec les classes populaires jusqu'aux années soixante-dix, se sont transformés en facteur de désunion : les élus PC ont perdu leur base électorale et sont en porte-à-faux avec les électeurs français qui sont restés dans les cités. Par ailleurs, les enfants d'immigrés gardent en mémoire les bidonvilles et les cités de transit auxquels leurs familles ont d'abord été assignées. Et ils se sentent aujourd'hui coincés dans les « cités-ghettos ». On aboutit ainsi à un paradoxe : les municipalités de gauche, en particulier PC, qui ont mené une politique active en faveur du logement social, sont accusées d'avoir créé des ghettos, alors qu'elles ont tout fait pour empêcher le rassemblement des immigrés dans les mêmes lieux.

Pour conclure, on peut dire que ce rendez-vous manqué entre le PC et les cités a eu un triple coût sociopolitique.

C'est d'abord le découragement des plus militants : une génération se retire de la vie associative et politique, parce que pour durer, le militantisme suppose souvent des gratifications matérielles ou symboliques. En ne les entendant pas, la gauche a « raté le coche » avec les enfants d'immigrés. Le recul du PC et du PS chez les salariés d'exécution – très visible lors de la dernière présiden-

tielle – s'explique aussi par cette non-reconnaissance des militants de cité qui n'ont pu être ni les relais ni les aiguillons des organisations de gauche.

C'est ensuite tout un ensemble de militants qui désormais se détournent de la gauche et cherchent ailleurs une reconnaissance sociale et politique. On pourrait dire qu'ils sont conduits à se méfier des élus de gauche qui, à leurs yeux, ne les considèrent pas autrement que comme une population « difficile » ou « à problèmes ». En se tournant vers les partis de droite, ils cherchent à ne plus être confondus avec les délinquants et les assistés. Le glissement vers la droite de certains porte-parole des cités se nourrit d'une certaine fascination pour la réussite économique autant que du refus du misérabilisme.

Enfin, on peut se demander ce que le développement actuel du communautarisme musulman – appelons-le ainsi, faute de mieux – doit aux vingt années de rigidité de la gauche à l'égard des enfants de cité. Ces enfants d'immigrés ont été renvoyés à leur étrangeté. Ils ont été décrits comme non intégrés, dif-férents, dépositaires d'une culture trop éloignée de la culture occidentale. Aujourd'hui, certains d'entre eux retournent le stigmate en emblème pour construire une identité politique autonome.

1 Je me permets de renvoyer le lecteur à mon livre *La Gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, la Dispute, 2003, pour plus de précisions sur le déroulement et les résultats de cette enquête et sur les références bibliographiques qu'elle a mobilisées.